

10 mars 2007 – Consultation nationale:

TON EUROPE – TON FUTUR

Le samedi 10 mars, la Conférence Générale de la Jeunesse a organisé la consultation nationale « Ton Europe – ton futur ». Après une large campagne d'information et de sensibilisation à travers les médias de presse, une trentaine de jeunes, nombreux issus d'organisations de jeunesse, se sont retrouvés pour discuter les différents thèmes. Ensemble avec des députés européens et nationaux, des représentants de différents ministères, des experts, les jeunes se sont lancés directement dans les débats et discussions. Cette matinée de discussion s'est conclue par un déjeuner-débat en présence de 3 députés européens, 7 députés nationaux ainsi que Madame la Ministre Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, responsable pour la politique de la jeunesse au Luxembourg.



Résultat des discussions:

1. Le futur du traité constitutionnel

Les jeunes sont convaincus que l'Europe a besoin d'un texte de base, d'une constitution, mais différent de celle qui avait été proposée. Le texte du traité constitutionnel doit avoir une valeur symbolique définissant les valeurs, les droits fondamentaux, le cadre dans lequel l'Europe va fonctionner, mais qui ne définit en aucun cas la politique de l'Union Européenne. La politique se construit au jour le jour suivant la composition du parlement et de la commission.

Les jeunes veulent soumettre ce texte au vote par un référendum européen. La question, quoi faire si un pays est majoritairement contre, même si le résultat global est positif a été discuté longuement, sans arriver à une proposition satisfaisante. Les jeunes ne voient pas la nécessité de l'exigence d'un siège unique pour le Parlement européen.

2. Démocratie et société civile en Europe

La discussion autour du traité constitutionnel a montré que l'Europe a un très grand retard en matière de communication avec les citoyens européens. Le développement d'une identité européenne n'est qu'à ses débuts et ce ne peut être accompli sans la participation active de la société civile. Cette société civile veut discuter, influencer les débats, se faire entendre et être entendu. Les organisations de jeunesse jouent aussi un rôle important: Les jeunes voient une nécessité accrue d'une participation au niveau international pour renforcer les échanges réguliers, pour élargir le réseau de coopération et maintenir une meilleure communication entre les organisations de jeunes et les jeunes.

Les jeunes sont d'avis que le politique et les politiciens se sont éloignés de la société civile. Il faudra créer davantage d'opportunités d'entrer en contact avec les politiciens pour reconstruire un débat constructif et structuré entre la société civile et la politique.

Les jeunes se sont demandés si les politiciens recherchent vraiment le dialogue avec les jeunes et le reste de la société civile.

Les jeunes exigent un dialogue régulier pour exprimer leurs opinions et aborder leurs idées sur l'Europe.

3. Le modèle social et économique

Les jeunes au Luxembourg se soucient beaucoup pour leur avenir professionnel. La situation sur le marché de travail est fortement

influencée par la Grande-région, donc par nos voisins européens. Un peu près 35% des personnes qui travaillent au Luxembourg viennent de l'Allemagne, de la France et de Belgique. La concurrence sur le marché du travail est énorme. Face à cette concurrence, les jeunes au Luxembourg ont souvent des problèmes à trouver une place sur le marché de l'emploi. Ils expriment leurs soucis par rapport au marché d'emploi et sont d'avis qu'il ne doit ni présenter aucun obstacle, ni être déterminé par une bureaucratie excessive. Le Luxembourg a une longue tradition de dialogue social, mais qu'en est-il au niveau européen ? Le dialogue social est-il encore possible à ce niveau ? Les jeunes voient les difficultés qui se présentent dans ce dialogue social européen, dans les conflits d'intérêts, comme le démontrent les discussions des dernières semaines autour de l'EADS.

Le problème avec cette concurrence est que bien souvent les frontaliers ont une formation plus spécialisée, que celle des résidents et de ce fait trouve plus facilement un emploi sur le marché luxembourgeois. Malheureusement au Luxembourg beaucoup de jeunes mettent encore fin à leurs études avant même avoir obtenu un diplôme, ce qui rend la tâche encore plus difficile pour les employeurs de trouver des jeunes travailleurs qualifiés sur le territoire luxembourgeois.

Le Luxembourg est un des pays avec un salaire social minimum, un droit que les jeunes au Luxembourg exigent/demandent aussi pour les autres pays européens afin d'affirmer la grande valeur du travail.

4. Développement durable

Le sujet du développement durable est un sujet d'actualité, d'actualité européenne au sommet de printemps à Brussel. En effet, l'Union Européenne joue un rôle primordial dans l'observation du protocole de Kyoto, étant donné son engagement de prime abord dans le sujet du réchauffement de la terre. L'EU s'est fixée le but de réduire ses émissions de gaz carbonique (CO₂) de 8 % d'ici 2012 par rapport à 1990. Le Luxembourg quand à lui contribuera avec une réduction de 13 %.

Dans les discussions les jeunes ont très vite pris le sujet des vols à courte distance, dont ils profitent beaucoup. Ils sont d'avis qu'il faut surtout taxer les vols à courte distance et favoriser voir améliorer les transports ferroviaires.

De même dans le domaine automobile : 10,9 % des émissions de CO₂ dans le monde provient du trafic routier. Une bonne partie est due à la vitesse excessive des voitures. En effet, la résistance de l'air augmente de puissance 3 proportionnel à l'allure : pourquoi autoriser des voitures pouvant atteindre 250 km/h et avec des expulsions CO₂ énormes. L'Allemagne est aujourd'hui le seul pays à ne pas avoir des limitations de grande vitesse sur une grande partie de son réseau autoroute et il est à craindre que les constructeurs d'automobiles allemands feroient pression sur les autorités de sorte que les limitations de vitesse restent inchangées. Les

jeunes revendiquent des états et de l'Union Européenne qu'ils jouent sur ce terrain leur rôle de leader et de bon exemple. *Davantage de « parc and right » près des frontières avant d'éviter aux frontaliers de venir chaque un avec leur propre voiture.*

5. Jeunesse et Education

Education formelle :

Reflétant le rôle des jeunes dans la société civile ainsi que les problèmes de communication de l'Europe avec ses citoyens, les jeunes localisent la cause de ce problème dans l'absence d'une vraie et régulière information européenne dans l'éducation: Les jeunes exigent « plus d'Europe » dans les institutions scolaires. Ainsi il faudra travailler sur l'intégration des sujets européens dans le cadre des programmes scolaires. L'histoire et la création de l'Union Européenne, la connaissance des différentes institutions européennes, le fonctionnement de l'Europe et de ces institutions doivent être intégrées dans la vie scolaire offrant également des possibilités de discussion sur les sujets d'actualité européenne. Au niveau de l'éducation secondaire, les jeunes considèrent une homogénéité des programmes scolaires ainsi qu'un système de diplômes et de reconnaissances uniforme dans tous les Etats Membres de l'Union Européenne, permettant aussi à ce niveau une plus grande mobilité.

Etudes supérieures :

Les jeunes saluent l'introduction du processus de Bologne et l'équivalence des diplômes universitaires, même si à ce niveau des efforts restent à faire. Notamment la reconnaissance des diplômes au niveau national, ainsi que les conditions d'accès aux différentes professions nécessitent encore une meilleure harmonisation.

Pour leurs études supérieures, les jeunes exigent un accès garanti aux universités et une réduction d'obstacles bureaucratiques. L'éducation doit être un système ouvert à tous les jeunes et ne pas être limité moyennant des frais d'études.

Il est très important pour les jeunes au Luxembourg, que les compétences acquissent à travers l'éducation non formelle soit reconnues.

6. Politique étrangère de l'Union Européenne

Les jeunes se sont exprimés pour une politique étrangère commune cohérente et plus transparente de l'Union Européenne, ainsi que pour la désignation d'un représentant des affaires étrangères. Notamment le renfort de la coopération avec les états du tiers monde est vu comme une priorité de la politique étrangère, de même qu'une politique commune de défense et d'intervention basée sur le principe du peace-keeping.

A titre de conclusion :

Ce débat a clairement montré que les jeunes demandent un renforcement du dialogue et de la consultation de la jeunesse à tous les niveaux (régional, national et européen). La politique devra être plus à l'écoute de la jeunesse et la prendre plus au sérieux, ainsi que chercher le dialogue régulier avec les jeunes. Au niveau du dialogue, les jeunes recherchent un dialogue plus structuré, diversifié et contradictoire. L'idée d'un parlement des jeunes, qui est en train d'être élaborée par la Conférence Générale de la Jeunesse pourrait être un pas dans cette direction. Les jeunes veulent être impliqués plus régulièrement dans les thèmes/dossiers/projets de loi dont ils sont directement ou indirectement concernés.

Ce n'est que lorsque on travaillera tous ensemble, toute la société, que l'Europe pourra faire face aux différentes difficultés qu'elle devra affronter.